

Article 31 du Règlement

Monsieur le Président, le bilan du programme canadien est peu reluisant: 55 millions de dollars de comptes à recevoir seront radiés cette année, faute de pouvoir retracer les mauvais payeurs. En 1992-1993, les comptes à recevoir atteindront le milliard de dollars.

* * *

[Traduction]

LE QUÉBEC

M. Phillip Edmonston (Chambly): Monsieur le Président, dans le numéro de juillet de *l'Actualité*, le directeur Jean Paré écrit:

«Il est temps de regarder les choses en face. Si, après trente années d'agitation en faveur de l'indépendance, neuf années de gouvernement péquiste, un référendum et dix années de menaces les Québécois sont toujours là, c'est tout simplement qu'ils ne veulent pas se séparer.

Les Québécois aiment le Canada, en secret, éprouvant pour lui une affection peut-être légèrement embarrassante. Derrière leurs discours et leurs élans de colère périodiques, ils restent, en leur for intérieur, des Canadiens. S'ils étaient aussi insatisfaits de ce pays qu'on le prétend, ils l'auraient quitté il y a bien longtemps.»

Ces conclusions sont fondées sur un sondage CROP qui révèle que lorsque confrontés à la véritable question—«Voulez-vous que le Québec demeure une province à l'intérieur du Canada ou devienne un État indépendant?» seulement 34 p. 100 des Québécois optent pour l'indépendance, et 54 p. 100 pour le Canada.

Il est important que la Chambre tienne compte de ces faits, monsieur le Président. Ils démontrent que le temps que nous passons à essayer de trouver les meilleures offres constitutionnelles possibles pour le Québec et le Canada dans son ensemble n'est pas perdu.

* * *

L'ÉCONOMIE

Mme Louise Feltham (Wild Rose): Monsieur le Président, la récente croissance devrait permettre aux Canadiens d'avoir confiance en l'économie. De nombreux observateurs devront réviser leurs prévisions pessimistes originales afin de les rendre conformes à celles du ministre des Finances.

Contrairement à certains analystes qui ont prédit une profonde récession, l'économie a enregistré une croissan-

ce pendant quatre trimestres consécutifs. Le ministre des Finances a dit de façon répétée que le taux de croissance pour 1992-1993 se situerait entre 2 et 2,3 p. 100.

Monsieur le Président, nous croyons qu'il a raison.

* * *

L'ARMÉNIE ET LE NAGORNO-KARABAKH

Mme Shirley Maheu (Saint-Laurent—Cartierville): Monsieur le Président, les événements récents, en Arménie et au Nagorno-Karabakh, témoignent d'une grave détérioration de la situation. Récemment, plus de 500 personnes sont disparues et plusieurs centaines de civils, dont des enfants, ont été blessés ou tués, tout cela à cause de violentes attaques lancées par l'Azerbaïdjan.

Les bataillons motorisés des Azéris, renforcés par de l'artillerie lourde et des blindés, seraient en position pour une vaste offensive contre l'Arménie. Selon certaines sources, les armes de l'Azerbaïdjan viendraient de la Turquie, pays membre de l'OTAN.

Je demande au premier ministre de faire connaître les profondes préoccupations que lui inspire l'intervention russe et je l'invite à exhorter le président Eltsine de Russie, qui a encore des forces importantes de ce côté, à protéger la région et à prévenir toute nouvelle attaque azéri contre le peuple d'Arménie ou du Nagorno-Karabakh.

* * *

LA SEMAINE DE L'HYGIÈNE ET DE LA SÉCURITÉ AU TRAVAIL

M. Brian O'Kurley (Elk Island): Étant donné que cette semaine a été désignée Semaine canadienne de l'hygiène et de la sécurité au travail, je veux souligner la nécessité, pour chacun d'entre nous, d'accorder la priorité aux questions d'hygiène et de sécurité au travail, afin de protéger la santé des travailleurs dans tout le pays.

Par suite du renouvellement de la stratégie de lutte contre les drogues, les programmes d'aide aux employés insistent davantage sur la consommation abusive de substances en milieu de travail. Travail Canada ainsi que Santé et Bien-être social vont collaborer avec des organismes tels que le Centre canadien de lutte contre les toxicomanies et l'Alliance pour un Canada sans drogues afin d'améliorer la capacité des entreprises et des syndicats de faire face à diverses questions d'hygiène qui peuvent se manifester dans le milieu de travail.